



CAISSE
D'ÉPARGNE

ess
France

Chambre
française
de l'Économie
Sociale et
Solidaire



CONJONCTURE DE L'EMPLOI DANS L'ESS EN FRANCE



SITUATION AU 1^{ER} SEMESTRE 2023

Pour rappel, l'ESS en France c'est :

2,6
millions
de salariés

13,6 %
des emplois
salariés du
secteur privé

150 000
entreprises
employeuses sur
tous les territoires

Observatoire national de l'ESS,
d'après INSEE-Flores



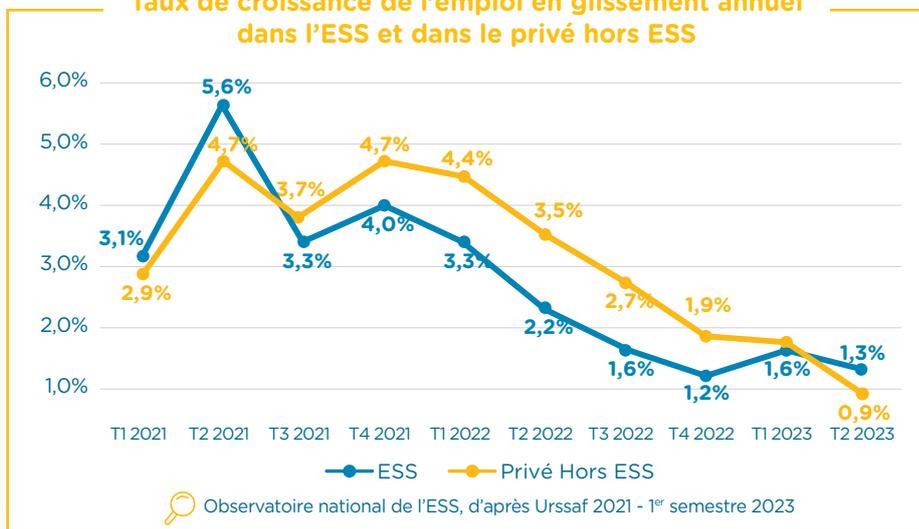
VERS UNE STABILISATION DE LA CROISSANCE DES EFFECTIFS SALARIÉS DANS L'ESS

+ 28 981



c'est le solde net
d'emplois dans
l'ESS sur un an à
fin juin 2023

Taux de croissance de l'emploi en glissement annuel
dans l'ESS et dans le privé hors ESS



Une trajectoire de **stabilisation de la croissance des effectifs comprise entre +1,2 et +1,6%** semble se confirmer pour l'ESS depuis le troisième trimestre 2022. Deux pics (deuxième et quatrième trimestre 2021) pour l'ensemble de l'économie privée ont montré une nette reprise des effectifs salariés après la crise de 2020 dont la croissance s'est ralentie. Néanmoins, cette trajectoire de stabilisation est à **confirmer pour l'ESS** dans un contexte économique qui reste incertain, d'autant qu'elle se situe **au-dessus de l'évolution annuelle moyenne de ses effectifs sur 10 ans** (de 2011 à 2021) de l'ordre de

+0,7% pour l'ESS et de +1% pour le privé hors ESS. À fin juin 2023, l'emploi dans l'ESS progresse de +1,3% sur l'année, contre +0,9% dans le reste du privé.



À compter de cette note de conjoncture, les effectifs salariés intègrent désormais les effectifs apprentis (sur l'ensemble de la série). Cette intégration modifie légèrement les niveaux et évolutions publiées au cours des années passées. Pour plus d'informations, se référer à l'encadré 1 page 7 de la publication Stat'Ur n°362 de la Caisse nationale des Urssaf



LA CRÉATION DE NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DANS L'ESS

Le nombre d'établissements employeurs augmente de **+1% pour l'ESS sur un an à fin juin 2023 et de +1,7%** pour le privé hors ESS. Une **augmentation conjoncturelle moins importante** pour l'ESS mais qui **contraste avec la tendance structurelle** de baisse du nombre d'établissements employeurs dans l'ESS observée jusqu'à 2021.

Sur la décennie 2011-2021 le nombre d'établissements employeurs dans l'ESS **a diminué chaque année en moyenne de -0,3%** (soit - 4 660 établissements entre 2011 et 2021) alors que celui du privé hors ESS

a augmenté en moyenne chaque année de +1,1%.

Tout comme l'évolution des effectifs, cette augmentation du nombre d'établissements employeurs peut être analysée comme **un regain de croissance dans un contexte de rattrapage conjoncturel**. Cette croissance du nombre d'établissements tend, en effet, à s'éroder. La croissance du nombre d'établissements de l'ESS en glissement annuel est passée de +4,3% à fin juin 2022 à seulement +0,4% à fin 2023.



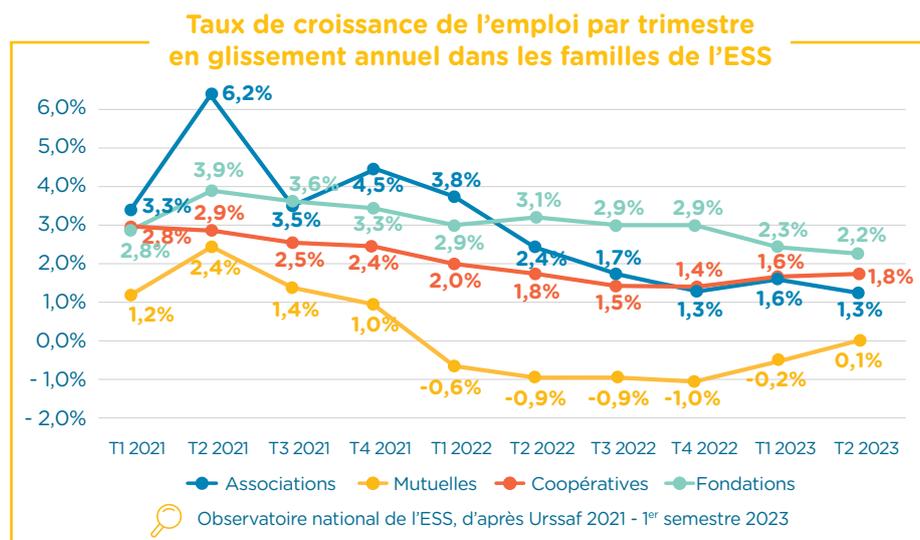
ÉVOLUTIONS CONVERGENTES DE L'EMPLOI POUR LES FONDATIONS, ASSOCIATIONS ET COOPÉRATIVES

La plus forte variation relative des effectifs correspond à celle des **fondations employeuses** avec +2,2% au deuxième trimestre 2023 en glissement annuel. La croissance de l'emploi y est relativement constante signe d'une **dynamique de croissance de long terme** pour cette famille juridique de l'ESS.

Les **associations** ont été **dynamiques dans la reprise de l'emploi** avec une augmentation de leurs effectifs au deuxième trimestre 2023 en glissement annuel (+1,3% d'augmentation). Dans une dynamique différente de celle des fondations, leur reprise s'est manifestée par de **fortes fluctuations**. Cette reprise de l'emploi se fait en particulier dans les secteurs de la santé et de l'hébergement médico-social et dans une moindre mesure dans les secteurs du sport et de l'enseignement.

L'effectif des **coopératives** a augmenté de +1,8% au deuxième trimestre 2023 en glissement annuel. Cela démontre **une reprise tendancielle des embauches**. Les embauches sont tirées par les activités financières et d'assurance des banques coopératives (qui représentent 50% des effectifs coopératifs), et dans une moindre mesure par les embauches dans le secteur du commerce de gros et du commerce de la réparation automobile.

Il y a une **stabilisation du nombre de postes** dans les **mutuelles** avec +0,1% d'augmentation au deuxième trimestre 2023. Cela fait suite à une baisse des effectifs sur 2022 qui s'explique principalement par la réduction du nombre de postes dans l'activité assurantielle et par la faible croissance des effectifs des activités sanitaires portées par des mutuelles (activités hospitalières, hébergement médicalisé).



ASSOCIATIONS
+ 1,3%
d'emplois
soit **22 827** postes
supplémentaires

COOPÉRATIVES
+ 1,8%
d'emplois
soit **3 095** postes
supplémentaires

MUTUELLES
+ 0,1%
d'emplois
soit **123** postes
supplémentaires

FONDATIONS
+ 2,2%
d'emplois
soit **2 935** postes
supplémentaires

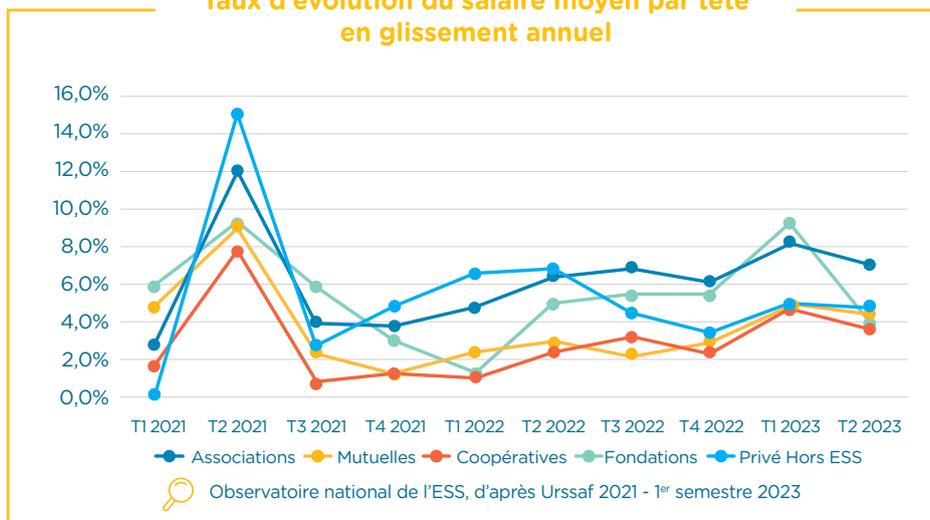


UNE AUGMENTATION DU SALAIRE RÉEL DANS L'ESS

Au premier semestre 2023, les effets de l'inflation semblent pris en considération dans l'ESS avec un **salair e moyen par tête (SMPT) qui progresse de +6,2%** sur un an alors que **l'indice des prix à la consommation harmonisé augmente de +5,3%** en glissement annuel. Sur cette période, l'augmentation du SMPT dans le privé hors ESS n'est que de +4,8% ce qui se traduit mécaniquement par une perte de pouvoir d'achat sur un an (baisse du salaire réel moyen par tête).

Cette tendance générale de l'ESS est tirée par la **croissance du SMPT du secteur associatif** (+6,9% en glissement annuel). Les autres familles juridiques de l'ESS ont une croissance de leur SMPT plus faible que celle du privé hors ESS sur un an (+3,7% dans les coopératives, +3,8% dans les fondations et +4,2% dans les mutuelles).

Taux d'évolution du salaire moyen par tête en glissement annuel



DES DYNAMIQUES D'EMPLOIS MAJORITAIREMENT POSITIVES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ESS

HÉBERGEMENT SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL



+6 195
emplois (+1,5%)

La progression des emplois dans les établissements d'hébergement social pour enfants, adultes et familles en difficultés se confirme ainsi que la stabilisation des effectifs dans l'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EPHAD) entre les premiers semestres 2022 et 2023.

🎯 Solde net et évolution de l'emploi en glissement annuel entre le 2^e trimestre 2022 et le 2^e trimestre 2023

🔍 Secteurs définis à partir de la Nomenclature d'Activité Française (NAF) de l'Insee

SPORTS ET LOISIRS

+ 4 017
emplois (+3,3%)

Les effectifs du secteur des sports et loisirs de l'ESS retrouvent une croissance s'inscrivant dans leur dynamique de long terme (+30% en 10 ans).

SANTÉ

+ 5 102
emplois (+2,6%)

L'emploi du secteur est en croissance avec les plus fortes augmentations annuelles pour les centres de soins dentaires et les activités de médecine spécialisée à but non lucratif (de plus de 10%). La seule baisse annuelle des emplois dans ce secteur concerne les activités des infirmiers et des sages-femmes (-2,4%).



Les emplois progressent particulièrement dans l'action sociale sans hébergement (+1 242 emplois) et l'accueil ou l'accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées (+4,4%).

ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT (HORS AIDE À DOMICILE)

+ 2 070
emplois



+0,4%

ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

L'emploi augmente très légèrement. Il est tiré par une augmentation de +1,4% des effectifs dans les activités des services financiers (placements de fonds autres que les prêts, placements pour comptes propres) des banques coopératives.

+ 1 194
emplois



+0,7%

HÉBERGEMENT & RESTAURATION

L'emploi est stable entre les premiers semestres 2022 et 2023 dans ce secteur de l'ESS sensible aux fluctuations saisonnières étant donné la prégnance de l'hébergement (75% des effectifs du secteur de l'ESS « hébergement et restauration »).

+ 158
emplois



+0,6%

ENSEIGNEMENT



+ 3 194
emplois

+1,4%

La croissance des emplois ralentit dans l'enseignement par rapport à 2021. Celle-ci est tout de même portée par l'enseignement supérieur (+3,2%) et l'enseignement secondaire technique ou professionnel (+4,7%).



ARTS & SPECTACLES

+ 1 621
emplois



+3,3%

Le secteur des arts et spectacles continue de créer des emplois dans l'ESS avec en particulier le dynamisme du spectacle vivant (+5,1%) dont la majorité des structures (64%) relève de l'ESS.



+ 424
emplois



+1,3%

COMMERCE, RÉPARATION

Les emplois dans le commerce de gros continuent leur progression (+4,1%) tandis que les activités de commerce de détail continuent de perdre des emplois (-309 emplois).



-2 178
emplois

-1,5%

AIDE À DOMICILE

Le secteur de l'aide à domicile continue à perdre des emplois confirmant une tendance de long terme dans ce secteur de l'ESS (-16% en 10 ans) alors que les emplois s'y développent dans le privé hors ESS (+86% en 10 ans) même si l'ESS y conserve toujours des effectifs plus élevés.





DES DYNAMIQUES RÉGIONALES DE L'EMPLOI FAVORABLES DANS L'ESS

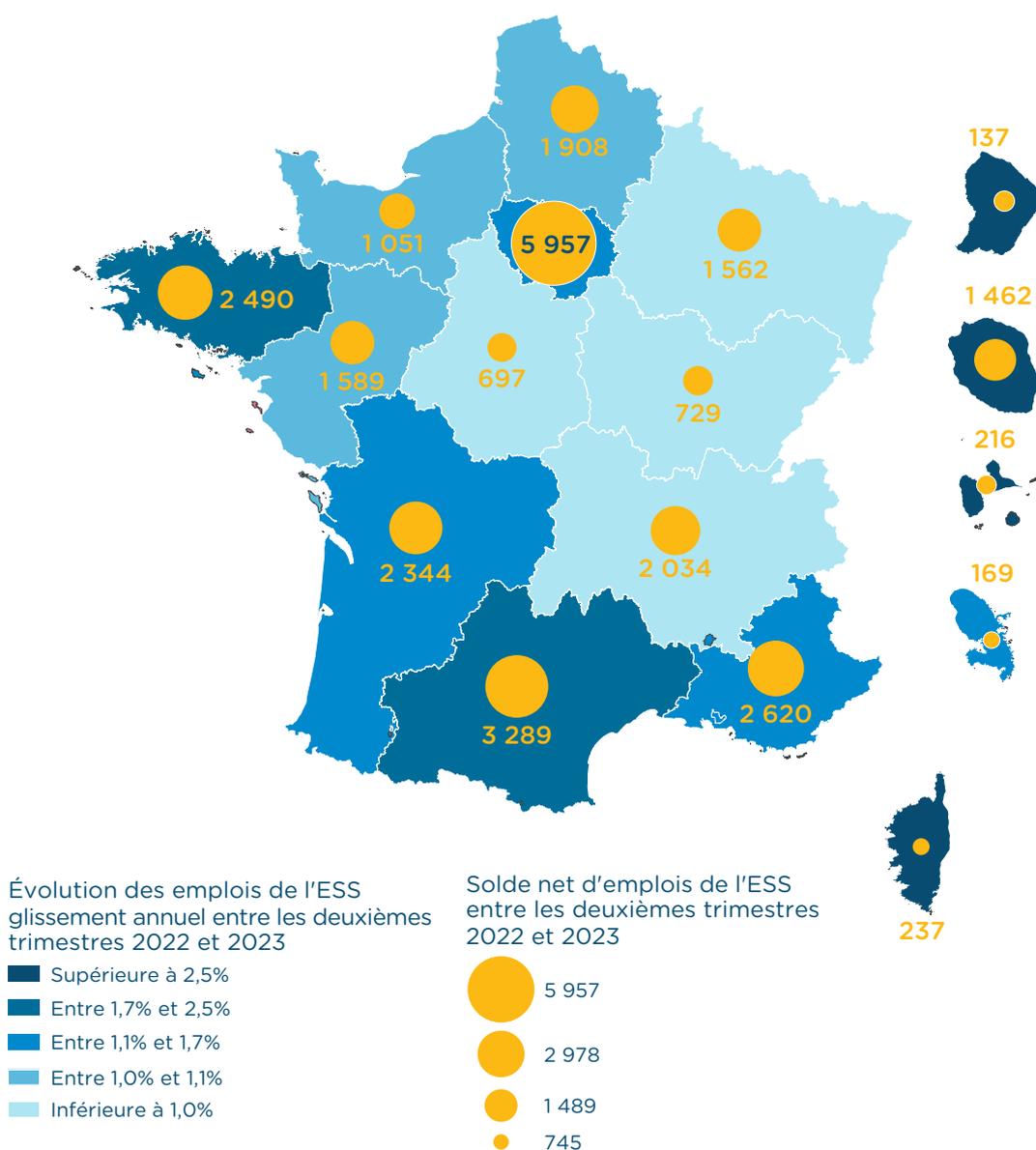
1^{er} semestre 2022 - 1^{er} semestre 2023

Entre les premiers semestres 2022 et 2023, toutes les régions françaises maintiennent une dynamique de création d'emplois positive (+1,3% en glissement annuel) supérieure à celle de l'économie privée hors ESS (+0,9%).

Sur les cinq régions ayant la plus forte variation en valeur relative, trois se situent en Outre-Mer : la Réunion (+5,4%), la Guyane (+2,5%) et la Guadeloupe (+2%). L'Île-de-France est toujours la région dans laquelle le nombre de créations d'emplois est le plus important (+5 957 postes) avec une variation relative légèrement au-dessus de la moyenne nationale (+1,4%). La région Auvergne-Rhône-Alpes connaît la plus faible évolution en valeur relative (+0,7% soit +2 034 postes).



Évolution de l'emploi salarié dans l'ESS en glissement annuel (solde net et évolution)





MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre d'un partenariat entre l'Union nationale de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) et l'Observatoire national de l'Ess, ESS France produit chaque semestre une analyse de la conjoncture de l'emploi dans l'Ess.

Les données analysées sont issues de la base Séquoia de l'Acoss et des Urssaf qui centralise les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs du secteur privé relevant du régime général : le bordereau de cotisations (Brc) et la déclaration sociale nominative (Dsn) qui s'y substitue progressivement depuis mars 2015.

L'effectif salarié correspond au nombre de salariés de l'établissement ayant un contrat de travail au dernier jour du trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Les données sur les évolutions et les soldes nets d'emplois sont calculées en glissement annuel entre deux trimestres.

Une part (8%) des effectifs salariés de l'Ess relève du régime agricole dont le recouvrement des cotisations sociales est assuré par la Mutualité sociale agricole (Msa), ils sont exclus de cette analyse. Il s'agit dans l'Ess principalement des effectifs salariés du secteur agricole et agroalimentaire, et de certaines entreprises relevant de la Msa (ADMR, Crédit agricole et Groupama par exemple).



PARTENAIRES DE LA PUBLICATION



Créée en 2014, la **Chambre française de l'économie sociale et solidaire**, dénommée ESS France, assure, au plan national, la représentation et la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS). Elle assure à cet effet, au bénéfice des entreprises du secteur, la représentation auprès des pouvoirs publics nationaux des intérêts de l'ESS.

ESS France est constituée par les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, fondations et fonds de dotation, et entreprises commerciales de l'ESS), par des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) et tout autre personne morale, de type fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national qui souhaite s'investir dans ses activités.

ESS France - 34 bis Rue Vignon - 75009 Paris

www.ess-france.org

@ESS_France

Caisse d'Épargne, est un réseau de 15 banques coopératives régionales expertes de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) & de l'innovation sociale. Caisse d'Épargne compte 180 000 associations, fondations, entreprises sociales clientes, auxquelles elle accorde chaque année 1 milliard d'euros de financements (Contrôle de gestion BPCE 2016-2022). 20 000 associations gestionnaires et entreprises de l'ESS, sont accompagnées localement par 140 conseillers spécialisés qui leur apportent des réponses sur-mesure. Banque engagée et solidaire, aussi proche de ses clients que de leurs valeurs, Caisse d'Épargne porte une stratégie durable et responsable à travers une politique de RSE ancrée dans son histoire.

La Caisse d'Épargne soutient l'Observatoire national de l'ESS depuis sa création en 2010.

Développement Caisse d'Épargne

BPCE - 7 promenade Germaine Sablon - 75013 Paris

www.caisse-epargne.fr/associations-ess/

@Entrepreneurs

